

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL AUGÉ-LARIBÉ

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 91 (1950), p. 132-136

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1950__91__132_0

© Société de statistique de Paris, 1950, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

VII

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

L'an passé, nous pouvions expliquer que les récoltes avaient été supérieures aux précédentes qui, elles, avaient été diminuées par un accident climatérique, c'est-à-dire des gelées d'une gravité exceptionnelle. En 1949, le travail des agriculteurs a été gêné par une autre sorte d'accident, une sécheresse générale et prolongée. Quand on essaie de prévoir les tendances de la production agricole, on oublie trop, malgré tant de sévères leçons, que la nature est capricieuse, qu'il n'y a jamais en agriculture de conditions « normales » et que les prévisions sont aventurées.

Pendant toute une année, de septembre 1948 à la fin d'août 1949, la sécheresse a sévi à un degré rarement constaté. Les chutes de neige avaient été faibles et n'avaient pas tenu sur le sol. En janvier, dans la plupart des stations d'observations météorologiques, on remarquait que les pluies, depuis octobre, n'avaient même pas atteint 20 % de la moyenne. En mars et avril, la sécheresse a persisté. Quelques averses en mai n'ont pas suffi à rétablir une situation déjà très compromise. Juin et juillet ont été secs. L'été venu, beaucoup d'exploitations et de villages ont eu du mal à assurer leur approvisionnement en eau, même pour les besoins les plus urgents. Les mares ont séché, les puits ont tari. Il a fallu conduire les bestiaux, pour les abreuver, à de grandes distances ou organiser de coûteux transports d'eau. Dans les ruisseaux, les paysannes trouvaient difficilement quelques creux pour leurs lessives. Ce sont là des surprises de la production agricole qui influent sur le prix de revient, mais qu'il n'est pas facile de chiffrer.

On peut même remarquer avec quelque surprise que, dans l'ensemble, les conséquences n'ont pas été aussi désastreuses qu'on aurait pu le penser. Cela s'est traduit par des fatigues accrues, par la perte des améliorations recherchées et escomptées plutôt que, sauf sur quelques points, par de très fortes baisses au-dessous de la moyenne. Les résultats ont varié suivant les espèces, en raison des dates habituelles de la maturité, de la profondeur des racines et, localement, suivant la nature des sols. On a constaté des récoltes très bonnes pour le blé et l'orge, assez médiocres pour l'avoine, très mauvaises pour le maïs et les pommes de terre. Les rendements ont été très mauvais pour les haricots, mauvais pour les betteraves, médiocres pour les vignobles. Les faibles coupes de foin ont rendu difficile l'alimentation des animaux; il a fallu en sacrifier prématurément un assez grand nombre par crainte de ne pouvoir les nourrir tous en hiver.

Précisons cet aperçu général. Comme d'habitude, nous ne disposons encore que d'évaluations provisoires auxquelles les publications définitives apporteront sans doute quelques corrections, probablement peu considérables.

Malgré ces conditions si défavorables, les rendements à l'hectare, grâce au progrès général du travail, se sont assez bien maintenus. Dans l'ensemble, ils

sont souvent quelque peu supérieurs à ceux de la moyenne 1930-1939; ils le sont même parfois à ceux de l'année 1948. En somme, ces récoltes qui ont, déçu les agriculteurs, en retranchant si fortement sur leurs espérances, ont malgré tout, donné à la consommation ce qui lui est le plus nécessaire. Voici pour les principales productions les totaux en poids :

	MOYENNES	1948	ESTIMATIONS
	1930-1939		au 1 ^{er} septembre 1949
	<i>(en milliers de quintaux)</i>		
Blé	80.495	76.386	78.945
Métell	971	456	408
Seigle	7.879	6.890	6.158
Orge	11.041	12.781	14.120
Avoine	47.493	33.800	31.261
Mais	5.349	4.612	2.187
Sarrasin	3.109	857	587
Pommes de terre :			
primeurs ou nouvelles	10.397	6.977	5.456
autres	146.175	149.851	87.889
Betteraves industrielles	91.170	94.250	88.886
— fourragères	826.697	372.279	240.787
Total des oléagineux	130	1.640	1.857
Total des légumes secs	2.507	2.074	1.317
Prairies artificielles	112.441	127.910	89.462
— temporaires	17.364	29.584	20.562
Fourrages annuels	24.559	27.196	19.877
Prés naturels de fauche	179.461	161.093	109.038
Vignes (<i>milliers d'hectolitres</i>)	58.885	47.437	40.145

Tout ceci nous donne une indication sur les résultats obtenus avec un climat qui a saboté sa collaboration. Pour savoir quelles étaient les intentions des cultivateurs, comment, par rapport à l'avant-guerre et à l'an passé, ils ont modifié l'importance de leurs cultures et, d'autre part, quel progrès ils ont pu faire dans leurs méthodes il faut considérer les surfaces et les rendements à l'hectare. Pour ceux-ci on ne doit pas oublier que les conditions de la production ont été exceptionnellement difficiles. Les agriculteurs n'ont pas obtenu ce que leurs préparations et leurs efforts méritaient.

	MOYENNES 1930-1939		1948		ESTIMATIONS 1949	
	milliers d'ha.	quintaux par hectare	milliers d'ha.	quintaux par hectare	milliers d'ha.	quintaux par hectare
Blé	5.227	15,40	4.231	18,04	4.180	18,88
Seigle	680	11,59	565	11,29	508	12,10
Orge	750	14,71	820	15,52	879	16,06
Avoine	3.334	14,26	2.438	13,86	2.375	18,16
Mais	339	15,76	294	15,70	295	7,42
Pommes de terre :						
primeurs ou nouvelles	119	87,21	60	116,65	53	101,96
autres	1.293	112,98	987	151,77	966	97,00
Betteraves industrielles	317	286,95	308	305,46	391	226,70
— fourragères	892	365,95	884	446,34	795	302,70
Total des oléagineux	14	11,20	168	9,74	185	10,03
Total des légumes secs	254	9,86	245	8,46	226	5,82
Prairies artificielles	2.930	38,36	3.034	42,15	3.074	29,07
— temporaires	549	31,60	985	30,02	978	21,02
Fourrages annuels	722	34,00	720	37,69	767	25,52
Prés naturels de fauche	5.564	32,25	5.239	30,75	5.229	26,85
Vignes	1.531	38,46 hl.	1.433	33,08 hl.	1.443	27,82 hl.

Comment le programme du travail agricole s'est-il modifié depuis une dizaine d'années? La surface utilisée pour le blé a été réduite de 20 % parce que la production par hectare a été accrue de 22 %. Le seigle s'efface devant les autres céréales, peut-être même un peu trop, car il convient mieux que le froment

à certains terrains. L'orge est en progrès comme étendue et rendement, semble-t-il pour des raisons de prix. L'avoine et le maïs ont perdu ensemble près d'un million d'hectares par suite du développement de la motorisation. La réduction d'environ un tiers sur les surfaces cultivées en pommes de terre est probablement passagère. Elle s'explique par la mévente de l'année précédente et elle montre que, lorsqu'ils le peuvent, les cultivateurs obéissent beaucoup plus aux indications du marché qu'on le croyait. Les mêmes motifs expliquent la très forte extension des surfaces réservées aux betteraves industrielles. Les cultures de betteraves fourragères ont diminué de près de 100.000 hectares sur la moyenne d'avant guerre et de 40.000 sur 1948. C'est sans doute la conséquence de la sécheresse, les semailles ayant été déconseillées par l'état du sol dans plusieurs localités. Quant à la forte diminution du rendement, elle a certainement pour cause l'accident climatique qui caractérise la campagne 1948-1949.

La réduction des surfaces de prairies naturelles appelle l'attention, bien qu'elle soit de faible importance (environ 6 % du total moyen d'avant guerre). On ne saurait dire qu'elle marque l'arrêt des extensions constatées jusqu'ici, car une différence aussi faible peut fort bien s'expliquer par des erreurs d'estimations. Disons seulement qu'il y a là une tendance à vérifier et surveiller.

Les changements dans les effectifs des animaux de ferme sont faibles eux aussi. C'est dans le sens de la diminution qu'ils paraissent se dessiner. Comme pour les surfaces en herbes on peut conserver quelque doute, car il n'y a pas de recensement proprement dit et les estimations sont malaisées.

Animaux de ferme au 1^{er} octobre 1949 (renseignements provisoires)
(en milliers de têtes)

	1938	1948	1949	Différence avec 1938
Espèce chevaline	2.692	2.418	2.414	— 278
— mulassière	108	88	90	— 18
— asine	185	107	106	— 79
— bovine	15.621	15.434	15.322	— 299
— ovine	9.872	7.510	7.355	— 2.517
— caprine	1.416	1.235	1.278	— 138
— porcine	7.127	6.424	6.727	— 400

Le progrès de la motorisation n'entraîne pas une brusque diminution des effectifs de chevaux et de mulets. Ils restent utilisés dans les exploitations pour bien des raisons. Le cheptel bovin a perdu sur 1938 environ 300.000 têtes. Mais il faut remarquer que si le nombre total des vaches est en diminution de près de 100.000 unités, les jeunes de plus d'un an ont augmenté de 373.000 et celles de moins d'un an de 479.000. Cela signifie que l'on rajeunit le troupeau. Après les années de guerre, il en avait bien besoin. Le nombre des vaches laitières est aussi en voie d'accroissement : 5.211.000 contre 4.884.000 en 1947. L'espèce ovine continue à s'amoinrir malgré les prix élevés de la viande; c'est une question de main-d'œuvre. Quant au cheptel porcin, s'il n'a pas encore atteint les chiffres de 1938, il ne cesse de croître rapidement depuis les dernières années. Les différences sont en 1949 : une diminution de 400.000 têtes sur 1938, une augmentation de 300.000 sur 1948.

La campagne 1948-1949 a été une année d'efforts mal récompensés, mais une année d'activité qui permet d'espérer de nouveaux progrès.

*
*
*

Une chronique des statistiques agricoles doit signaler les progrès des méthodes. S'il est peut-être prématuré d'annoncer que des progrès ont été réalisés, on a du moins la satisfaction d'annoncer qu'ils sont désirés et préparés dans les milieux administratifs. (Je ne parle pas du ministère des Finances où l'on ne veut pas comprendre ce dont l'agriculture a besoin.) A la dernière réunion de travail de la Société française d'économie rurale, les 10 et 11 mars (Société dont nous avons annoncé la fondation dans notre chronique de juillet-août 1949 et dont le siège est 16, rue Claude-Bernard) un rapport a été présenté par MM. Desbrousses, chef du bureau de la statistique agricole au ministère de l'Agriculture, et Bouchet, chef de section de la Gironde, sur le « fichier des exploitations agricoles ». Jusqu'ici nous ne disposons que du cadastre. Dans toutes les communes on trouve ce document public qui se compose d'un plan à grande échelle et d'une matrice cadastrale des propriétés. Mais, propriétés et exploitations ne sont pas toujours dans la structure agricole des pièces identiques. Si l'on veut étudier les productions, les relations entre propriétaires, entrepreneurs et ouvriers, les catégories de producteurs, l'équipement économique, ce sont les exploitations qu'il faut connaître beaucoup plus que les propriétés. Le fisc n'ayant pas compris que les exploitations aussi peuvent l'intéresser, nous avons un document fiscal sur les propriétés et rien du tout sur les exploitations. MM. Desbrousses et Bouchet ont prouvé et démontré par l'expérience que la matrice des propriétés peut être traduite en fichier d'exploitations grâce à des enquêtes sur place. Ils assurent que l'opération est réalisable, « même dans les communes étendues comptant un grand nombre de propriétaires ou ne disposant que d'anciens documents cadastraux » c'est-à-dire dans les communes où la revision du cadastre, qui exigera encore une douzaine d'années, n'est pas commencée; ils reconnaissent que se présentent parfois des difficultés dont il faut trouver sur place la solution avec ingéniosité et, à la rigueur, quelque arbitraire; ils avouent que l'opération est assez longue et par conséquent coûteuse. Mais ils prouvent qu'elle peut être entreprise à l'occasion d'un grand recensement mondial comme celui qui doit être fait en 1950.

Car un recensement international agricole doit être, en principe, effectué cette année. Il n'est pas nécessaire de dire l'intérêt pratique de cette enquête statistique pour une économie dirigée et pour l'aide économique internationale. Un projet de loi a été présenté pour la rendre possible. Mais le jour où il est venu en discussion devant l'Assemblée, après un long retard, personne, le ministre étant absent, n'a compris de quoi il s'agissait. Le rapporteur a confondu le recensement mondial qui a lieu à intervalles éloignés et porte sur des questions plus nombreuses avec les statistiques annuelles des récoltes. Comme il y avait très peu de députés en séance, ce rapporteur votant pour plusieurs de ses collègues a obtenu le refus du crédit. Cela met la France dans une position ridicule devant les autres nations. On trouvera peut-être un

moyen administratif d'en sortir, mais la France ne pourra certainement donner sa réponse à la date fixée.

La responsabilité de ce retard n'incombera pas à l'organisation des Nations Unies, en particulier à sa branche « alimentation et agriculture » (F. A. O.) qui a établi à Paris, en collaboration avec l'Office de Statistique de l'O.N.U. et avec l'U.N.E.S.C.O. et le concours du gouvernement français, un Centre de statistique où sont reçus, pendant une durée de trois mois, les fonctionnaires des services statistiques des pays européens pour y compléter leur formation technique. Notre confrère, M. J.-B. Chombart de Lauwe, professeur d'économie rurale à Grignon, a été l'animateur de cette institution d'enseignement mutuel.

Le centre était dirigé par le professeur Darmois, directeur de l'Institut de statistique de l'Université de Paris; les professeurs étaient recrutés tant parmi les spécialistes de l'Institut National de la Statistique de la France que parmi les meilleurs experts des pays étrangers. Il convient de souligner que les professeurs venaient de huit pays, ce qui donnait au centre un caractère international indiscutable.

Dix pays ont envoyé au centre des stagiaires dont l'effectif total était de quarante. Pendant trois mois, ces stagiaires de formation universitaire différente, parlant plus ou moins aisément le français, d'âge très varié (de 25 à plus de 50 ans) et ayant des responsabilités très diverses dans leurs pays respectifs, ont étudié les nouvelles techniques statistiques. Ils se sont notamment initiés à la méthode dite des échantillons ou des sondages qui, à condition d'être employée scientifiquement, permet d'obtenir des informations aussi exactes que les recensements complets et à un prix beaucoup moins élevé.

On est heureux de noter dans cette chronique que des efforts sont faits pour améliorer nos informations statistiques sur l'agriculture. Nous en avons bien besoin et nous n'avons encore qu'une espérance. Il est un peu humiliant que nous ne nous soyons déterminés à commencer que sous la pression extérieure. Mais l'essentiel est d'aboutir.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.
